

Rwanda

L'ONU accueille favorablement la proposition française d'envoyer des troupes

Sylvie Kauffmann

Le Monde, 18 juin 1994

Le secrétaire général des Nations unies a bien accueilli la proposition française d'un envoi de troupes au Rwanda (*le Monde* du 17 juin) telle qu'elle lui a été exposée, jeudi 16 juin, par l'ambassadeur de France, Jean-Bernard Mérimée. Boutros Boutros-Ghali, indique-t-on de source diplomatique à l'ONU, s'est montré « *très coopératif* » à ce sujet, dans la mesure où lui-même a déjà manifesté à plusieurs reprises son souci de tout tenter pour arrêter les massacres au Rwanda.

Le secrétaire général et son équipe, a souligné à l'AFP le porte-parole adjoint de M. Boutros-Ghali, « *ont travaillé dur ces dernières semaines pour mobiliser des troupes et des équipements, et cela n'a pas été facile. C'est pourquoi, si vous recevez une offre de troupes prêtes, entraînées et équipées, elle doit être examinée sé-*

rieusement ». Dans ce contexte, toute offre est donc bonne à prendre pour le secrétariat général, même aux conditions que poserait la France : Paris souhaite pouvoir, pour une telle opération, concilier un cadre multilatéral et une conduite militaire et politique nationale. Autrement dit, l'intervention, tout en s'inscrivant dans le cadre d'une opération de maintien de la paix de l'ONU, serait conduite par les Français, dont les militaires estiment être en terrain suffisamment connu au Rwanda pour ne pas avoir à être placés sous une autorité multilatérale.

Ce procédé est à peu près celui auquel les Américains avaient eu recours en Somalie fin 1992. Mais, s'il venait à être accepté pour la France au Rwanda, il serait évidemment difficile de le refuser par la suite aux Russes en Géorgie ou dans d'autres Répu-

bliques de l'ex-URSS, ou encore aux Américains en Haïti. La France doit cependant s'assurer, avant de s'engager, d'une participation européenne et de la coopération africaine. Il lui reste également à obtenir le soutien des autres membres du Conseil de sécurité, qui n'ont guère, jusqu'ici, manifesté un grand enthousiasme à l'égard de la proposition française.

De son côté, l'administration américaine, soucieuse de ne pas prê-

ter le flanc aux critiques qui l'accusent d'avoir réagi trop mollement aux massacres au Rwanda, a accéléré l'envoi de transports de troupes blindés demandés par l'ONU pour les « *casques bleus* ». La semaine dernière, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, avait accepté l'emploi du terme « *génocide* », que son administration avait jusque-là demandé à ses représentants d'éviter à propos du Rwanda.